LA PRIVATISATION EN ALGERIE

BENOSMAN Mahfoud *

Institut des Sciences Economique, Université d'Annaba, (ALGERIE).

RESUME

L'objet de cet article est d'examiner les échecs, les inefficacités du secteur public et l'évaluation objective des coûts et des avantages de la privatisation en Algérie. Car nous pensons que "la défaillance se situe au niveau du management politique conditionné par le management Macro-Economique c'est à dire la politique économique".

ملخص

يرمي هذا البحث إلى تعريف وتحليل فشل المؤسسات العمومية الاقتصادية في تحقيق التنمية والتراكم كما يقيم حالة الخصخصة في الجزائر بصفة موضوعية من خلال متطلباتها ونتائجها.

Le mot " privatisation" désigne tout transfert d'activité du secteur public au secteur privé. Il peut s'agir tout simplement du recours au capital privé (local ou étranger puisqu'il y a non discrimination des opérateurs économiques d'après la loi sur la monnaie et le crédit du 14 Avril 1990) ou a des experts en management pour mener à bien une activité du secteur public. En général toutefois, la privatisation implique plutôt le transfert au secteur privé de la propriété des entreprises publiques. Le terme s'est en effet imposé mondialement au tournant des années 80 un ex-conseiller économique de REAGAN. S.H. HANKE aurait contribué fortement à populariser le vocable et à lui donné droit de cité au plan mondial. La privatisation, en tant que politique économique, part du principe que la propriété et le contrôle, par le secteur privé permettent que plus grande efficacité dans l'affectation des ressources que la propriété par le secteur public.

Sur le plan politique, la privatisation peut très facilement être source de conflits, car elle implique une réforme nécessitant une redistribution des revenus et, normalement, un changement des structures d'emploi. La privatisation n'élimine pas nécessairement les profits de monopole, revenant à l'entreprise publique. Elle entraîne plutôt la création d'un droit d'accès possible a des profits qui auparavant n'étaient pas échangeables.

Pour le cas de l'Algérie, la crise est venue désigner l'Etat, le secteur public comme cibles privilégiées, principaux responsables des rigidités et des dysfonctionnements du marché. Des voix nombreuses se sont élevées, pour imputer à l'état ses contre-

* Maître de conférences, I. S. E., Université d'Annaba, ALGERIE.

La privatisation en Algérie.

performances macro-économiques et au secteur et au secteur public son caractère improductif, contribuant ainsi à l'acroissement inflationniste à l'alourdissement fiscal, à "la mauvaise gestion par WELFARISME OUTRANCIER et LAXISME MONETAIRE" (1). L'intervention de l'Etat, en Algérie, a parfois atteint ses objectifs mais le secteur public a posé constamment de nouveaux problèmes. Les hommes politiques ont ingérence dans le fonctionnement des entreprises publiques économiques, les gestionnaires sont peu motivés et insuffisamment supervisés, en outre, en raison de la nature et de l'importance des activités du secteur public, les syndicats ont tendance à être particulièrement puissants. Ces facteurs contribuent à réduire l'efficacité de la production du secteur public. Ce qui se traduit souvent par une dépendance à l'égard d'une aide budgétaire. Le développement du secteur public a dépassé la capacité de gestion et entraîné de graves inefficacités. Les inconvénients de la bureaucratie se sont révélés aussi coûteux et nombreux que ceux du marché par exemple, les prix fixés à un niveau délibérément bas pour satisfaire les consommateurs (ce qui a entraîné l'inefficacité de l'analyse financière au sein de l'EPE à cause du caractère insignifiant des prix relatifs au plan économique) ont découragé les producteurs. L'octroi de crédit avec des taux d'intérêts bonifiés, responsabilise les managers et dénature la rentabilité. Comme ces taux fixés par le ministère des finances, ils n'ont jamais été des instruments de gestion conjoncturelle.

Les échecs et difficultés des EPES ne sont pas liés au fait qu'elles appartiennent à l'Etat, mais plutôt au fait qu'elles échappent à la discipline du marché. On pourrait donc réaliser de véritables gains d'efficacité en exposant les monopoles publics à la concurrence qui, pourrait les inciter à rechercher une efficacité productive et sociale. "Bref, l'Etat, excessif, lourd et gaspilleur, est devenu une structure dépourvue de la flexibilité nécessaire à l'ajustement, d'où le désengagement étatique et la privatisation requise à cet effet" (2).

La décision par un pays de privatiser certaines entreprises soulève plusieurs questions: pour l'Algérie, pays alourdi par le fardeau de la dette, la privatisation peut représenter un moyen relativement rapide de réduire la dette publique en liquidant les entreprises déficitaires (car le projet de loi sur la faillite existe). Si l'on parvient à intéresser les petits investisseurs à l'achat des actifs du secteur public, cela diversifiera la propriété des actions et permettra peut-être de développer le marché financier intérieur (marché primaire en émettant des obligations et un marché secondaire boursier).

Les principaux problèmes posés par la politique de privatisation sont liés à la force relative de ses défenseurs et de ses opposants, à la perception par le public des effets potentiels de cette politique, en particulier en matière d'emploi, et à la notion de propriété "étrangère". Le désengagement de l'Etat suscite l'opposition des salariés, qui craignent de perdre leur emploi, il peut déplaire aux hauts fonctionnaires, qui peuvent y avoir une limitation de leur domaine de compétence, mais favorable aux riches et aux privilèges.

D'après l'ancien expert de la Banque Mondiale, le professeur E. LARBI " la privatisation des entreprises publiques s'intègre dans le cadre du programme d'ajustement structurel pour contribuer au rétablissement des équilibres globaux de l'économie" (3). Il y a un champ limité à la privatisation là où existent des monopoles naturels et là où le marché est dérégulé. Donc la question est quoi privatiser?

-Les entreprises publiques économiques déficataires (déstructurées financièrement) et à quel prix de cession ? serait-il égal à zéro ? et qui serait preneur ?

- Les EPE bénéficiaires et jugées concurrentielles, dans ce cas est-ce opportun de s'en débarrasser? Faut il assainir d'abord pour privaliser après? le diagnostic sur l'entreprise est déterminant et la question de la valeur de cession cruciale.

La liquidation d'entreprises non viables est une condition de prêts à l'ajustement structurel (" Ainsi dans le cadre de l'économie de marché, les EPE peuvent faire l'objet à l'avenir d'une procédure de faillite ou de règlement judiciaire d'après le nouveau code de commerce qui se trouve encore à l'état de projet") (4) dans presque tout les pays qui ont opté pour cette "recette".

Pour l'Algérie, la liquidation d'entreprises va se poser dans les mois à venir car probablement il y a eu déjà accords avec la SFI, (5) afin de financer l'assistance technique et aider le gouvernement à dépouiller les offres de rachat d'entreprise publique et peut être investir directement dans les entreprises qui seront privalisées?. Le constat est fait sur les contre-performances accumulées du secteur public, est ce que la privalisation est le remède, unique, approprié ? Qu'on se permette d'en douter. L'Etat est appelé à redéfinir son rôle pour prendre en compte les changements intervenus et répondre à la nouvelle demande sociale (jeunes, diplômés...) de plus en plus pressante. Il faut rappeler aussi que l'opération de la privalisation en l'absence d'un marché financier (bourse d'Alger- société de valeurs mobilières existe depuis Janvier 1991) dynamique et fonctionnel à de chances limitées de réussite. L'Algérie est à la croisée des chemins.. sommes nous condamnés à suivre sous contrainte du " menu à la carte " ou ingrédients du PAS ? Peut - on nous libérer du suivisme...

A notre sens la privalisation cache des enjeux de pouvoir et de puissance Donc la privalisation, n'est qu'une modalité de l'ajustement "structurel" qui va venir dans les mois prochains compléter l'armada de textes législatifs de l'économie de marché. Cette privalisation va comporter plusieurs volets:

- Révision du cadre juridique: rédefinition des entreprises publiques, les règles de gestion, de contrôle et de passation des marchés.

- Assainissement financier et l'apurement des dettes accumulés, vis à vis de l'Etat, des organismes sociaux et des tiers.

- Désengagement de l'Etat de certaines entreprises publiques.

La privatisation en Algérie.

Les méthodes de désengagement de l'Etat les plus courantes: l'offre publique et vente privée d'actions, vente d'actif (de l'état ou de l'entreprise), restructuration d'entreprise en holding avec plusieurs filiales, enfin reprise (notamment rachat) par la direction et ou les employés. Mais on constate que le plus populaire de ces instruments - hormis la liquidation - est la vente privée d'actions, ou d'actifs à des acheteurs uniques. Ce type de vente constitue souvent la seule solution en l'absence de marchés des actions et la seule solution pour des entreprises aux performances médiocres pour justifier une offre publique, il permet également d'évaluer les nouveaux propriétaires et donne la latitude voulue pour négocier les modalités proposées par l'acheteur à l'entreprise publique que l'état se désengage.

A l'échelle mondiale, il faut se rendre à l'évidence que la privatisation à une charge beaucoup plus idéologique que pratique. La privatisation améliore-t-elle l'efficacité de l'entreprise ? la réponse est affirmative si l'opération s'accompagne de mesures destinées à accroître la concurrence, à défaut l'effet est quasi nul. Or les possibilités d'accroissement de la compétitivité d'un marché sont limitées.

En Algérie, où le dysfonctionnement du marché n'est pas l'exception et où une plus grande importance est attachée aux objectifs sociaux et non économiques, l'existence d'un large secteur public est fondée. Il confère aussi à l'état la possibilité de poursuivre des objectifs qui autrement échapperaient au marché: par exemple recherche de la justice sociale par l'accès aux biens et services essentiels à un prix abordable, et à l'emploi. Une part importante de la politique sociale est consacrée à justifier l'intervention de l'état, mais nécessairement le secteur public, pour les monopoles naturels et répondre aux besoins sociaux fondamentaux.

Il s'agit de renforcer les groupes existants, de créer de nouveaux groupes satellites de l'état et d'établir de nouvelles alliances avec le capital privé étranger. Sans oublier bien sûr que cette privatisation va servir aussi à blanchir l'argent sale de la nomenklatura algérienne des trois décennies d'administration de l'économie ?

En conclusion dans ce débat sur la privatisation n'a-t-on pas oublié le dénominateur commun essentiel: les rapports sociaux humains à l'intérieur de l'entreprise. "Allons-nous continuer à ignorer cette dimension angulaire qui transcende toute rationalité économique" ? (6). Car la privatisation des EPE signifie leur rentabilisation. Celle-ci implique d'abord une réduction du personnel. (Elle est susceptible de dégager un surplus plus de main d'oeuvre plus important compte tenu des modifications des techniques de production et de la stratégie de l'entreprise qui ne manquerait pas d'introduire le nouveau acquereur). Elle nécessite, ensuite, un système de tarification fondé sur le coût marginal, ce qui se traduit par une augmentation des prix, des biens et services engendrant une aggravation des tensions sociales et risquent à terme de donner lieu à une crise sociale généralisée.

Mais il est probable, avec ou sans privatisation, que le secteur public restera important en Algérie même si l'échec des marches et courants et où les avantages non économiques du secteur public ont tendance à être prédominant.

En conséquence, la mise en place de mécanismes visant à améliorer l'efficacité des entreprises qui doivent rester sous le contrôle de l'état continuera d'être un impératif majeur de toute politique de gestion du secteur public. Tout ce qu'on peut dire, peut-on faire des nomenclatures du "socialisme bureaucratique" des réformes boys de l'économie de marché ?

BIBLIOGRAPHIE

- [1]- **H EL MALKI** Professeur agrégé en économie Université Mohamed V. MAROC. "L'interventionisme marocain à l'épreuve de l'ajustement" Editions du CNRS, annuaire de l'Afrique du Nord. Tome XVI, 1987.
- [2]- **C.F. Richard hemming et Al Mansour:** privatisation and public entreprises associal paper 56-1988 FMI.
- [3]- **Ezzedine Larbi** Professeur agrégé d'économie, revue semestrielle "finances et développement au Maghreb".
- [4]- **A. Behenni** Secrétaire Général du conseil constitutionnel O. N. S. "Statistiques" 30.
- [5]- **Sid Ali BOUKRAMI S F I:** "Société Financière Internationale est une filiale de la Banque Mondiale qui peut émettre des avis sur le modèle de privatisation à retenir en excluant les cessions au rabais et l'absence de mesures d'accompagnement pour un assainissement de la situation des entreprises" VADE- MECOM de la finance O P U, 1992; p 427.
- [6]- **A. Mahjoub,** "Etat, secteur public et privatisation en Tunisie". Extrait de l'annuaire de l'Afrique du Nord, 1987.